



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral abrogeant l'arrêté de mise en demeure du 21 juillet 2016
pris à l'encontre de la société NORDTOLE CONTENEURS ET SYSTEMES
pour son établissement situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2019 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 24 mai 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 6 avril 2016 sur le site de la société NORDTOLE CONTENEURS ET SYSTEMES (NCS), au cours de laquelle il avait été constaté des non-conformités importantes et récurrentes des paramètres MES, COS et azote global vis-à-vis des valeurs seuils réglementaires fixées par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 mettant en demeure la société NCS de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2009 pour son établissement situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX ;

Vu le rapport du 18 octobre 2019 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que les derniers résultats d'autosurveillance et le contrôle inopiné de l'inspection du 16 septembre 2019 montrent la conformité des rejets aqueux aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2009 ;

Considérant que la société NCS a respecté les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 21 juillet 2016 ;

Considérant par conséquent la nécessité d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juillet 2016 susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 mettant en demeure la société NORDTOLE CONTENEURS et SYSTEMES (NCS) de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2009, sont abrogées.

Article 2 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 3 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-AMAND-LES-EAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe> – installations industrielles – mises en demeure 2020) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

11 FEV. 2020

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,



Nicolas VENTRE